

Le Nouveau parti démocratique a présenté cette motion aujourd'hui parce qu'à son avis, il est essentiel que les Canadiens sachent que la Chambre des communes, à cette étape du débat, approuve les appels à la décence et au sens pratique lancés par le juge Berger dans son rapport. Nous espérons avoir l'appui du gouvernement, surtout celui du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Allmand) dont la première responsabilité est de défendre les intérêts des habitants du Nord. Mais nous voulons également que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources précise ce qu'il a voulu dire lundi quand il a affirmé que personne n'avait demandé à M. Berger de recommander qu'on ne construise pas le pipe-line. Outre le gouvernement, nous espérons que le chef du Parti progressiste conservateur confirmera son appui au rapport Berger. Nous avons été heureux d'entendre les propos suivants qu'il a tenus devant les caméras de la télévision:

Il est manifestement évident que la proposition de la Gas Arctic n'est pas une solution viable. On pourrait difficilement réfuter les arguments qu'a avancés le juge Berger pour nous prouver que nous ne devrions pas faire construire de pipe-line dans la vallée du Mackenzie. Le délai de 10 ans qu'il recommande me semble raisonnable dans l'état actuel de nos connaissances.

J'ai déclaré au départ que la décision que nous prendrons à propos du pipe-line de la vallée du Mackenzie devait être non seulement humaine mais pratique. C'est un point sur lequel il faut insister. Les gens qui disent aux Canadiens qu'ils doivent sacrifier le côté humanitaire pour des questions de nécessités énergétiques posent mal le problème. Il ne s'agit pas de faire un choix entre le respect des gens et de l'environnement d'une part, et la crise énergétique, d'autre part. Là n'est pas la question. Il vaut beaucoup mieux, comme l'a recommandé le Juge Berger, attendre encore dix ans avant de faire construire un pipe-line dans la vallée du Mackenzie plutôt que d'essayer de régler équitablement la question des réclamations territoriales des autochtones. Cela n'influera pas sur les besoins en gaz des Canadiens, où qu'ils vivent dans les régions du Sud. A vrai dire, au Canada nous n'aurons pas besoin du gaz des régions reculées avant le milieu des années 90.

● (1220)

M. Woolliams: Qui a dit cela?

M. Broadbent: Les prédictions intéressées selon lesquelles nous courrons le danger imminent de manquer de gaz sont tout à fait fausses, et les faits les contredisent carrément. Elles ne tiennent tout simplement pas compte des évaluations les plus récentes de nos réserves en gaz et de leur facilité d'accès.

M. Woolliams: Qui a fait ces évaluations?

M. Broadbent: Les Canadiens se doivent de remarquer, monsieur l'Orateur, que ces sombres prédictions viennent essentiellement d'une même source, soit l'industrie du pétrole et du gaz qui, en 1970, nous a dit que nous avions assez de gaz au Canada pour 392 ans et que, par conséquent, a-t-elle déclaré alors, nous pouvions souhaiter en exporter davantage. Un an plus tard, ces exportations lucratives ayant été réduites, l'industrie a prétendu, pour des raisons qui m'échappent, que nous manquerions de gaz dès 1978, que nous avions donc besoin du pipe-line de la vallée du Mackenzie pour transporter les réserves énormes de gaz naturel du delta.

Une voix: Quelle bande de menteurs!

M. Broadbent: La décision sur la construction d'un pipe-line a été reportée d'une année à l'autre. Les producteurs ont suivi en faisant reculer constamment le moment où nous manque-

Pipe-line de la vallée du Mackenzie

rons de gaz naturel. Où est la vérité? La vérité, c'est que l'année dernière, c'est-à-dire en une seule année, on a découvert dans le Sud de l'Alberta une nappe de gaz naturel plus importante que l'ensemble des réserves sûres du delta du Mackenzie. Voilà la vérité; voilà ce qu'il en est en réalité. C'est cette vérité-là que nous devrions cultiver au lieu d'écouter la propagande lancée par les chevaliers de l'industrie du pétrole.

M. Woolliams: Vous pouvez être sûr que l'on n'a pas découvert de gaz en Saskatchewan.

M. Benjamin: Pas du tout. On en a découvert quelques nappes.

M. Broadbent: Combien de Canadiens sont au courant de cette vérité fondamentale, monsieur l'Orateur? Je le répète, étant donné la consommation actuelle et l'importance des réserves connues dans le Sud, les Canadiens n'ont aucune pénurie à craindre avant les années quatre-vingt-dix. Je le répète, combien de Canadiens savent que l'on envisage de renouveler trois contrats de vente de gaz à l'étranger alors que les partisans d'Arctic Gas proclament sur tous les toits que nous allons avoir une pénurie. Je le répète, les producteurs de pétrole et de gaz naturel prêchent pour leur chapelle; ils n'hésitent donc pas à lancer des rumeurs dénuées de fondement. Il s'agit là de propagande et rien de plus.

Un programme sérieux d'économie de l'énergie, que nous devrions envisager indépendamment du délai dont nous disposons, pourrait fournir une plus grande quantité d'énergie à meilleur compte que ne le feraient les projets à l'étude dans les régions inexploitées. Par exemple, un programme national d'isolation des maisons permettrait d'économiser plus d'énergie à la longue que nous pourrions en extraire des réserves actuelles du delta du Mackenzie, et il en coûterait moins du tiers par unité d'énergie. A la différence du gaz naturel, l'isolation est durable. Décider maintenant de construire le pipe-line de la vallée du Mackenzie équivaldrait plus ou moins à faire fi de mesures sérieuses de conservation. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) a dit il y a trois mois que:

Ce qu'il en coûte pour obtenir un baril supplémentaire de pétrole en l'économisant représente une fraction de ce qu'il en coûte pour trouver et produire ce même baril. Des mesures d'économie sont le moyen le plus sûr, le plus rapide et le plus efficace de faire un investissement permanent qui permettrait au Canada de compter moins sur le pétrole importé.

Que fait le Canada pour vraiment économiser de l'énergie? Il n'existe aucun programme national d'isolation des maisons comme en préconisait le parti néo-démocrate dès septembre dernier. Les exigences relatives à la consommation d'essence ne sont pas assez sévères. Je parle ainsi en tant que représentant d'une circonscription où est implantée l'industrie automobile et dont la population appuierait et défendrait des mesures d'économie à l'intention de cette industrie. Nous n'exigeons même pas que des étiquettes sur les appareils indiquent les objectifs d'efficacité. Nous n'avons aucun objectif dans ce domaine. Tout ce que nous avons, c'est ce en quoi se résume l'action du parti libéral du Canada: une opération de relations publiques. Rien d'autre.

Même si nous devons utiliser dès maintenant le gaz du delta, le coût serait astronomique. Comme l'a dit lui-même le ministre, dans un mémoire interne publié le 7 mars dernier, le gaz du delta coûterait le double du prix actuel et tous les autres prix augmenteraient en conséquence; la décision de faire venir maintenant le gaz du Mackenzie rencontrerait une